Briser le silence autour de la Palestine

24.01.2019

Categories: Apartheid et colonialisme, Attaques contre BDS, BDS-Arguments

"Il est temps de briser le silence autour de la Palestine

Par Michelle Alexander, 19 janvier 2019

"We must speak with all the humility that is appropriate to our limited vision, but we must speak," the Rev. Dr. Martin Luther King Jr. declared at Riverside Church in Manhattan in 1967.
Credit: John C. Goodwin

Martin Luther King Jr. s'est exprimé courageusement sur la Guerre du Vietnam. Nous devons faire la même chose pour cette grave injustice de notre temps.

Le 4 avril 1967, un an exactement avant son assassinat, Martin Luther King Jr. est monté au pupitre de l'église Riverside, à Manhattan. Les Etats-Unis menaient une guerre active au Vietnam depuis deux ans et des dizaines de milliers de personnes avaient été tuées, dont environ 10 000 soldats américains. Les dirigeants politiques, de la gauche à la droite, soutenaient la guerre et plus de 400 000 Américains servaient au Vietnam, mettant leurs vies en jeu.

Parmi les plus forts alliés de King, beaucoup le pressaient de se taire sur la question de la guerre, ou au moins de modérer sa critique. Ils savaient que s'il disait l'entière vérité sur cette guerre injuste et désastreuse, il serait à tort qualifié de communiste, subirait des représailles et des contrecoups sévères, s'aliénerait des soutiens et menacerait le progrès fragile du mouvement pour les droits civiques.

King a rejeté tous ses conseils bien intentionnés et a déclaré : « Je viens dans cette magnifique maison de culte ce soir parce que ma conscience ne me laisse pas d'autre choix ». Citant une déclaration des *Clergy and Laymen Concerned About Vietnam* [Ecclésiastiques et laïcs inquiets de la situation au Vietnam], il a dit : « Le moment vient où le silence est une trahison », et a ajouté : « Ce temps est venu pour nous en ce qui concerne le Vietnam ».

C'était une position morale isolée. Et il l'a payée. Mais cette position a donné l'exemple de ce qui est requis de nous si nous voulons honorer nos valeurs les plus profondes en temps de crise, même si le silence servirait mieux nos intérêts personnels ou les communautés et les causes qui nous sont les plus chères. C'est à cet exemple que je pense quand je passe en revue les excuses et les rationalisations qui m'ont fait la plupart du temps garder le silence sur un des grands défis éthiques de notre temps : la crise en Israël-Palestine.

Je n'ai pas été seule. Jusqu'à très récemment, le Congrès [des Etats-Unis] tout entier est resté à peu près

silencieux sur le cauchemar contre les droits humains qui s'est étendu sur les territoires occupés. Nos représentants élus, qui opèrent dans un environnement politique où le lobby politique d'Israël détient un pouvoir bien documenté, ont constamment minimisé et détourné toute critique de l'Etat d'Israël, même lorsque celui-ci s'est enhardi dans son occupation du territoire palestinien et a adopté des pratiques rappellant celles de l'apartheid en Afrique du Sud ou la ségrégation des lois Jim Crow aux Etats-Unis.

De nombreux militants, de nombreuses organisations pour les droits civiques, sont aussi restés silencieux, non parce qu'ils n'avaient ni inquiétude, ni sympathie vis-à-vis du peuple palestinien, mais parce qu'ils craignaient de perdre les subventions des fondations ou d'être accusés faussement d'antisémitisme. Ils craignaient, comme je l'ai fait dans le passé, que leur important travail pour la justice sociale ne soit compromis ou discrédité par des campagnes de diffamation.

De même, beaucoup d'étudiants craignent d'exprimer leur soutien en faveur des droits palestiniens à cause des tactiques McCarthyistes d'organisations secrètes comme Canary Mission, qui placent sur liste noire ceux qui osent soutenir publiquement des boycotts contre Israël, mettant en péril leurs possibilités d'emploi et leurs carrières futures.

Lisant 50 ans plus tard le discours de King à Riverside, il me reste peu de doutes que son enseignement et son message exigent que nous nous exprimions passionnément contre la crise des droits humains en Israël-Palestine, malgré les risques et malgré la complexité des enjeux. En parlant du Vietnam, King a dit que, même « quand les problèmes posés semblent aussi troublants que c'est souvent le cas dans cet horrible conflit », nous ne devons pas être hypnotisés par l'incertitude. « Nous devons parler avec toute l'humilité que requiert notre vision limitée, mais nous devons parler ».

Et donc, si nous voulons honorer le message de King, et pas seulement l'homme, nous devons condamner les actions d'Israël : les violations incessantes du droit international, l'occupation continuelle de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza, les démolitions de maisons et les confiscations de terres. Nous devons crier contre le traitement des Palestiniens aux checkpoints, contre les perquisitions systématiques de leurs maisons et les restrictions de leurs mouvements, et contre la limitation sévère d'accès à une habitation décente, aux écoles, à la nourriture, aux hôpitaux et à l'eau à laquelle beaucoup d'entre eux sont confrontés.

Nous ne devons pas tolérer qu'Israël refuse même de discuter du droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers, comme le prescrivent les résolutions des Nations Unies et nous devons mettre en question le versement par le gouvernement américain de fonds qui ont soutenu de multiples hostilités et fait des milliers de victimes civiles à Gaza, de même que les 38 milliards de dollars d'appui militaire que le gouvernement américain a promis à Israël.

Et finalement, nous devons, avec autant de courage et de conviction que nous pouvons rassembler, nous exprimer contre le système de discrimination légale qui existe à l'intérieur d'Israël, un système équipé, selon Adalah, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, de plus de 50 lois discriminant les Palestiniens — comme la nouvelle loi de l'état-nation qui dit explicitement que seuls les Israéliens juifs ont droit à l'auto-détermination en Israël, ignorant les droits de la minorité arabe qui forme 21% de la population.

Bien sûr, il y a ceux qui disent que nous ne savons pas de manière certaine ce que King aurait fait ou pensé aujourd'hui en ce qui concerne la question Israël-Palestine. C'est exact. Les témoignages sur les opinions de King à propos d'Israël sont complexes et contradictoires.

Bien que le S*tudent Nonviolent Coordinating Committee* [Comité non violent de coordination des étudiants] ait dénoncé les actions d'Israël contre les Palestiniens, King lui-même était partagé. Comme beaucoup de responsables noirs de l'époque, il reconnaissait que les Juifs européens étaient un peuple persécuté,

opprimé et sans foyer, essayant de construire une nation qui soit la leur et il voulait exprimer sa solidarité avec la communauté juive, qui avait été un allié important, de manière décisive, dans le mouvement pour les droits civiques.

Finalement, King a annulé un pélerinage en Israël en 1967 après qu'Israël s'est emparé de la Cisjordanie. Au cours d'une communication téléphonique avec ses conseillers à propos de cette visite, il a déclaré : « Je pense juste que si j'y vais, le monde arabe, et bien sûr, l'Afrique et l'Asie, interpréteraient cela comme une validation de tout ce qu'Israël a fait, et j'ai certainement des doutes ».

Il a continué à appuyer le droit d'Israël à exister mais il a aussi déclaré sur une chaîne de télévision nationale qu'il serait nécessaire qu'Israël redonne des parties du territoire conquis s'il voulait obtenir une paix et une sécurité véritables et qu'il évite d'exacerber le conflit. D'aucune manière, King ne pouvait concilier publiquement son engagement à la non-violence et à la justice pour tous les peuples, partout, avec ce qui était apparu après la guerre de 1967.

Aujourd'hui, nous ne pouvons que spéculer sur la position qu'aurait King. Pourtant je suis d'accord avec l'historien Robin D.G. Kelley, qui a conclu que, si King avait la possibilité d'étudier la situation actuelle de la même façon qu'il a étudié le Vietnam, « son opposition sans équivoque à la violence, au colonialisme, au racisme et au militarisme aurait fait de lui un critique incisif des politiques actuelles d'Israël ».

De fait, il se pourrait que les opinions de King aient évolué comme celles de nombreux autres penseurs ancrés dans le spirituel, comme le rabbin Brian Walt, qui a parlé publiquement des raisons pour lesquelles il a abandonné sa foi dans ce qu'il voyait comme le sionisme politique. Pour lui, m'a-t-il récemment expliqué, être un sioniste progressiste signifiait qu'il croyait en la création d'un état juif qui serait un hâvre de sécurité désespérément nécessaire et un centre culturel pour les Juifs du monde entier, « un état qui réflèterait et honorerait les idéaux les plus élevés de la tradition juive ». Il m'a dit qu'il avait grandi en Afrique du Sud dans une famille qui partageait ses opinions et s'identifiait comme sioniste progressiste, jusqu'à ce que ses expériences dans les territoires occupés l'aient changé.

Pendant la vingtaine de ses visites en Cisjordanie et à Gaza, il a vu des abus horribles contre les droits humains, y compris des maisons palestiniennes détruites au bulldozer pendant que leurs habitants pleuraient — des jouets d'enfants éparpillés sur un site démoli —, il a vu des terres palestiniennes confisquées pour donner la place à de nouvelles colonies illégales financées par le gouvernement israélien. Il a été contraint à intégrer la réalité, à savoir que ces démolitions, ces colonies et ces actes de dépossession violente n'étaient pas des actions de voyous, mais étaient complètement soutenus et autorisés par l'armée israélienne. Pour lui, le moment charnière a été d'être témoin de la discrimination légalisée contre les Palestiniens — dont les rues exclusivement pour les Juifs — qui, a-t-il dit, était pire de certains points de vue que ce dont il avait été témoin en Afrique du Sud étant enfant.

Il n'y a pas si longtemps, il était assez rare d'entendre un tel point de vue. Ce n'est plus le cas. Jewish Voice for Peace [Voix juive pour la paix], par exemple, cherche à éduquer le public américain sur « le déplacement forcé d'environ 750 000 Palestiniens qui a commencé avec l'établissement d'Israël et continue jusqu'à aujourd'hui ». Un nombre croissant de personnes de toutes croyances et de toutes origines se sont exprimées avec audace et courage. Des organisations américaines comme If Not Now [Si ce n'est pas maintenant] appuient les jeunes Juifs américains qui luttent pour briser le silence mortel existant encore chez trop de gens à propos de l'occupation, et des centaines de groupes laïcs ou confessionnels ont rejoint la Campagne américaine pour les droits palestiniens.

A la vue de ces développements, il semble que les jours où les critiques du sionisme et des actions de l'Etat d'Israël pouvaient être balayées comme de l'antisémitisme soient comptés. Que la critique des politiques et des pratiques du gouvernement israélien n'est pas, en soi, antisémite, est, semble-t-il, de mieux en mieux compris.

Il ne s'agit pas de prétendre que l'antisémitisme n'est pas réel. Le néo-nazisme ressurgit en Allemagne avec un mouvement croissant anti-immigrant. Les incidents antisémites aux Etats-Unis ont augmenté de 57% en 2017, et beaucoup d'entre nous portent encore le deuil de ce qui paraît être l'attaque la plus dévastatrice contre des Juifs dans l'histoire américaine. Dans ce climat, nous devons prendre garde à ce que, bien que la critique d'Israël ne soit pas intrinsèquement antisémite, elle puisse glisser vers l'antisémitisme.

Heureusement, des personnes comme le Révérend William J. Barber II nous montrent l'exemple, prêtant allégeance au combat contre l'antisémitisme tout en manifestant une solidarité sans faille avec le peuple palestinien, qui lutte pour survivre sous l'occupation israélienne.

Il a déclaré l'an dernier dans un discours captivant que nous ne pouvons pas parler de justice sans prendre en compte le déplacement des peuples autochtones, le racisme systématique du colonialisme et l'injustice de la répression gouvernementale. D'un même souffle, il a ajouté : « Je veux dire, aussi clairement que je le peux, que l'humanité et la dignité d'une personne ou d'un peuple quelqu'ils soient ne peuvent en aucune manière diminuer l'humanité et la dignité d'une autre personne ou d'un autre peuple. S'attacher à l'image de Dieu dans toute personne, c'est insister sur le fait qu'un enfant palestinien est aussi précieux qu'un enfant juif. »

Guidés par cette sorte de clarté morale, des groupes confessionnels agissent. En 2016, le bureau des pensions de l'Eglise méthodiste unifiée a exclu, de son fonds de pension de multi-milliards de dollars, des banques israéliennes dont les prêts pour la construction des colonies violaient le droit international. De même, l'Eglise unifiée du Christ a passé l'année d'avant unerésolution appelant au désinvestissement et au boycott des entreprises qui profitent de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

A l'intérieur même du Congrès [des Etats-Unis], un changement se profile à l'horizon. Pour la première fois, deux membres du Congrès, Ilhan Omar, député démocrate du Minnesota, et Rashida Tlaib, députée démocrate du Michigan, soutiennent publiquement le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions. En 2017, Betty McCollum, députée démocrate du Minnesota, a proposé une résolution visant à assurer qu'aucune aide militaire américaine n'irait soutenir le système israélien de détention militaire des mineurs. Israël juge régulièrement des détenus mineurs palestiniens des territoires occupés dans des cours de justice militaire.

Rien de tout cela ne signifie que la marée a tourné complètement ou qu'ont cessé les représailles contre ceux qui expriment un fort soutien aux droits palestiniens. Au contraire, exactement comme King qui a reçu des critiques féroces et accablantes pour son discours condamnant la guerre du Vietnam — 168 journaux majeurs, dont *The Times*, ont condamné le discours le jour suivant — ceux qui parlent publiquement pour soutenir la libération du peuple palestinien risquent encore condamnation et réaction hostile.

Bahia Amawi, une orthophoniste américaine d'origine palestinienne, a récemment perdu un emploi pour avoir refusé de signer un contrat contenant un engagement anti-boycott affirmant qu'elle ne participait pas, et ne participerait pas à l'avenir, au boycott de l'état d'Israël. En novembre, Marc Lamont Hill a été viré de CNN parce qu'il avait donné un discours en faveur des droits palestiniens qui a été à tort grossièrement interprété comme exprimant un soutien à la violence**.** *Canary Mission* continue à poser une menace sérieuse aux militants étudiants.

Et il y a juste une semaine, l'institut Birmingham pour les droits civiques en Alabama, apparemment sous pression principalement de segments de la communauté juive, mais aussi d'autres groupes, a annulé un honneur décerné à Angela Davis, l'icône des droits civiques, qui a été une critique ardente du traitement par Israël des Palestiniens et qui soutient BDS.

Mais l'attaque a été contre-productive. En 48 heures, des universitaires et des militants se sont mobilisés

pour y répondre. Le maire de Birmingham, Randall Woodfin, ainsi que le Conseil d'administration de l'école de Birmingham et le Conseil municipal, ont exprimé leur indignation devant la décision de l'institut. Le conseil municipal a voté unerésolution unanime en l'honneur de Davis et un événement alternatif est organisé afin de célébrer son engagement de plusieurs décennies pour la libération de tous.

Je ne peux pas dire avec certitude que King applaudirait Birmingham pour sa fervente défense de la solidarité d'Angela Davis avec le peuple palestinien. Mais moi je le fais. En cette nouvelle année, je voudrais avoir pour objectif de parler avec plus de courage et de conviction des injustices au-delà de nos frontières, particulièrement de celles qui sont subventionnées par notre gouvernement, et d'exprimer ma solidarité avec les luttes pour la démocratie et la liberté. Ma conscience ne me laisse pas d'autre choix.

Michelle Alexander *est devenue chroniqueuse pour le New York Times en 2018. Elle est juriste et avocate pour les droits civiques, et l'auteur de « The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness ».*

Source : NY Times
Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine